

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Aquitaine

Bordeaux, le 18 AOUT 2014

Mission Connaissance et Évaluation
Dossier : F07214P0169

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire de demande d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire de demande d'examen au cas par cas n° F07214P0169 relatif au défrichement d'un terrain d'une superficie de 4 ha 61 a 79 ca préalablement à sa mise en culture au lieu-dit « Lespesqueyres » sur la commune de Sore (40), formulaire reçu le 2 juin 2014 et complété le 30 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 22 mai 2013 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle BAUDOIN, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2014 pris au nom du Préfet et portant subdélégation de signature ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 14 août 2014 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste au défrichement d'un terrain (parcelles AP n° 264, 265, 267 et AC n°264, 266, 274) d'une superficie de 4 ha 61 a 79 ca préalablement à sa mise en culture pour des céréales irriguées. Ce projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichement portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 ha et inférieure à 25 ha ;

Considérant la localisation du projet situé :

- à 2,1 km environ du site Natura 2000 « Vallées de la grande et la petite Leyre » (FR7200721),
- à 2 km environ du site inscrit « Val de l'Eyre » (SIN0000203),
- à 250 m environ de la zone nationale d'intérêt écologique, floristique et faunistique de type 2 « Vallées de la grande et de la petite Leyre » (720001994) ;
- au sein d'une zone naturelle du plan local d'urbanisme (PLU) de Sore et dans un secteur agricole d'ores et déjà cultivé et irrigué ;

Considérant l'éloignement relatif du projet par rapport aux zones à sensibilité environnementale précitées ;

Considérant que les parcelles à défricher sont en coupe rase non reboisées

Considérant que la mise en culture de ce terrain n'entraînera pas de prélèvement supplémentaire en eau par optimisation du système d'irrigation (suppression de l'irrigation par enrouleur d'une surface de 5 ha environ) en place selon les déclarations du pétitionnaire ;

Considérant qu'en cas de découverte d'espèces protégées pendant les travaux, le pétitionnaire devra déposer une demande de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats ;

Considérant qu'il conviendra de privilégier la réalisation du défrichement hors période de nidification et de reproduction afin de minimiser l'impact sur la faune ;

Considérant les incidences du projet sur le milieu, l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et les connaissances disponibles à ce stade ;

Arrête :

Article 1^{er}

L'opération objet du formulaire n° F07214P0169 **n'est pas soumise à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

La Directrice et par délégation
L'Adjoint au Chef de la Mission
Connaissance et Evaluation

Patrice DUBOIS

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
à adresser au Tribunal administratif de Bordeaux
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).